

Questions orales

au président des garanties quant à l'accès du marché américain à notre acier ainsi qu'à nos produits forestiers? Parlera-t-il du pacte de l'automobile, étant donné que les quotas américains sur les voitures japonaises importées ont été supprimés? Compte-t-il soulever ces questions lors de son entretien à Québec et quelle entente espère-t-il conclure avec le président sur cette question d'une importance capitale pour notre commerce?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je remercie mon collègue d'avoir eu la gentillesse de me souhaiter la bienvenue.

Je vais passer de dix à onze heures avec le président Reagan, au cours desquelles je m'entretenirai avec lui, tant au cours de réunions de travail qu'en tête-à-tête, des questions qui figurent à l'ordre du jour. A propos du commerce, étant donné que les négociations et pourparlers se poursuivent encore dans l'espoir d'aboutir à une entente à Québec, nous souhaitons nous entendre sur une déclaration ou un accord qui garantirait aux produits canadiens, notamment l'acier et les autres produits que le député a mentionnés, un accès plus facile au marché américain et amènerait la suppression de certains sujets d'irritation entre nous. Cela exigerait entre autres que nous nous montrions plus sévères à l'égard du protectionnisme qui prend de l'ampleur au Congrès, et que nous jetions les bases d'un accord commercial plus utile et plus productif avec notre associé le plus important au monde, c'est-à-dire les États-Unis d'Amérique.

Mon collègue n'ignore pas qu'au-delà de trois millions d'emplois dépendent beaucoup du maintien d'excellents rapports commerciaux avec les États-Unis, voire de leur amélioration. Nous n'avons pas de meilleur ami ni de meilleur associé commercial au monde que ce pays, et nous entendons prendre des mesures propres à améliorer le climat actuel et notre situation commerciale.

[Français]

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire.

C'est pour cela que j'ai posé la question; le premier ministre semblait prêt à capituler sur la question des pluies acides. Est-il prêt à admettre que la rencontre du premier ministre avec le président des États-Unis aura été un échec s'il ne conclut pas une entente ferme pour mettre fin aux pluies acides? Va-t-on nous servir un flot de belles paroles ou le Canada exigera-t-il une entente pour une législation conjointe ou un traité pour purifier notre air mutuel, quelque chose de solide et de concret pour nous autres, Canadiens?

• (1120)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Dans le domaine des pluies acides, nous héritons d'un dossier du gouvernement libéral où il n'y avait strictement rien qui avait été

accompli par le gouvernement libéral, absolument rien, strictement zéro: voilà d'où nous sommes partis. Depuis notre assermentation, nous travaillons donc à ce dossier-là, et je pense que plusieurs dans cette Chambre ont eu l'occasion de commenter favorablement l'initiative de la ministre de l'Environnement au sujet d'un programme national...

[Traduction]

M. Caccia: Vous marchez sur les traces des libéraux.

[Français]

M. Mulroney: Ah, monsieur le ministre qui n'a strictement rien fait! Récemment, dans le journal *Le Droit* on lisait que le problème du gouvernement libéral résidait dans le fait que l'ancien ministre n'avait aucune influence auprès de ses collègues du Conseil des ministres. C'est pour cela que rien n'a été fait. Alors, tout progrès serait déjà un accomplissement important, mais nous allons essayer de mettre en branle un processus qui va amener les Américains et les Canadiens à nettoyer notre environnement commun. C'est l'obligation de tout gouvernement, c'est une obligation que nous acceptons d'agir ici chez nous, et nous allons essayer de convaincre davantage les Américains d'agir dans cet intérêt national, mais également international qui est commun aux deux pays.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, nous allons attendre les résultats même si le premier ministre cherche à réécrire la vraie histoire de la situation.

[Traduction]

L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE—LA RÉUNION DU PREMIER MINISTRE AVEC LE CHEF DE L'URSS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, il paraît que le premier ministre aurait accepté de faire part au président Reagan, le week-end prochain, des préoccupations de M. Gorbatchev au sujet de l'Initiative de défense stratégique. A-t-il fait savoir au secrétaire général à Moscou que le gouvernement du Canada avait décidé de souscrire à cette même initiative? Le cas échéant, le secrétaire général pensait-il que le premier ministre pourrait jouer un rôle d'intermédiaire dans cette situation délicate? Le premier ministre dira-t-il au président des États-Unis qu'il n'était pas d'accord avec l'Union soviétique pour faire inscrire la question à l'ordre du jour de la réunion des deux superpuissances?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je puis affirmer à mon très honorable collègue qu'en ce qui concerne la position adoptée par le gouvernement du Canada au sujet de la recherche sur l'IDS, lors des pourparlers bilatéraux avec tous nos alliés de l'OTAN, nous avons été chaudement félicités et encouragés par tous les partisans de la liberté et de la démocratie.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Nos alliés étaient généralement d'avis que toute autre position aurait nui à la capacité de l'Occident de participer à de sérieuses négociations qui, nous l'espérons, seront à l'avantage de tous les intéressés.